

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Début du recensement général de la population 2023

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LIBREVILLE Arambo de Libreville a abrité, vendredi dernier, la première réunion de la Commission nationale du recensement (CNR). Présidée par la ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou, cette rencontre constituait aussi le lancement officiel du Recensement général de la population et des logements (RGPL 2023).

L'opération se déroulera en trois grandes phases : la cartographie censitaire qui permettra d'élaborer le découpage du territoire en secteurs de dénombrement ; le dénombrement de la population, phase où les agents recenseurs silloneront le pays pour la collecte des données ; et la phase de contrôle de cohérence et de diffusion des données.

Le RGPL 2023 vise, entre autres, à fournir des renseignements sur la répartition spatiale de la population ainsi que ses mouvements.



Photo:AN

Une vue de la réunion de la Commission nationale du recensement.

L'opération doit aussi permettre de construire des indicateurs pertinents sur le développement humain, les conditions de vie des ménages et les principales caractéristiques relatives au logement, etc. Très attendus, les résultats de

ce 7^e recensement général de la population permettront d'actualiser les principaux indicateurs démographiques et socio-économiques du pays. De même, ces données devraient contribuer à la mise en place d'un système d'informations géographiques

national et d'une base de données sociodémographiques utiles à l'élaboration de politiques économique et sociale.

Le dernier recensement, qui avait fixé la population gabonaise à 2 200 000 habitants, s'était déroulé en 2013.

Alimentation : plus de 20 milliards de francs pour le nouveau programme de la FAO

Jean MADOUA
Libreville/ Gabon

EN prélude à la 15^e réunion de l'équipe multidisciplinaire qui se tiendra du 12 au 14 avril prochain, le coordinateur du bureau sous-régional de l'Afrique centrale de la FAO, Arslen Bounemra, a animé un point de presse sur le nouveau programme de financements innovants et verts, dont le montant du portefeuille de 152 projets s'élève à 334 970 276 USD (plus de 20 milliards de francs CFA). Cette rencontre réunira les experts de la FAO, des gouvernements des pays d'Afrique centrale, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), les délégués des partenaires techniques et

financiers, les représentants des organisations d'agriponeurs, du secteur privé et des OSC qui œuvrent dans le cadre du mandat de la FAO. Ainsi que tous les autres acteurs intervenant dans l'appui au développement agricole et rural. Ils passeront en revue les principales réalisations communes, les défis et difficultés en vue d'apporter des mesures correctives et de suggérer des solutions pertinentes dans la perspective d'atteindre l'objectif " FAIM zéro " d'ici 2 030.

" Il nous faut donc redoubler d'efforts pour mettre à l'échelle les bonnes pratiques et renforcer la collaboration multisecteurs et multi-acteurs en créant des synergies d'actions pour atteindre nos objectifs communs ", a indiqué Arslen Bounemra.



Photo:JM

Le représentant du bureau sous-régional de la FAO, Arslen Bounemra, lors du point de presse.

La RSE pas encore bien adoptée dans les entreprises gabonaises

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

PROPOSER un état des lieux sur la Responsabilité sociétale des entreprises au Gabon et suggérer des pistes pour sa meilleure implémentation est le principal objectif de l'Enquête sur la responsabilité sociale des entreprises (Ecireged-RSE 2022). Les résultats de cette étude, menée par le Centre international de recherche en économie et en gestion pour le développement (Cireged), ont été rendus publics vendredi dernier, à Libreville. Globalement, le rapport de cette enquête scientifique révèle que plusieurs entreprises du pays méconnaissent encore la RSE, et propose de renforcer le cadre réglementaire pour bâtir une RSE plus consensuelle. Les chiffres montrent, en effet, que les entreprises agissent encore faiblement dans le développement local. Dans le volet sociétal dudit rapport, l'on note que seu-



Photo:AN

Pr Jean-Jacques Ekomie présentant le rapport de l'enquête.

lement 16,3 % des entreprises enquêtées sont impliquées dans le développement des localités. 10,2 % sont engagées dans des partenariats de développement avec des associations locales. En matière environnementale, 24,5 % pratiquent une gestion d'économe des ressources. Les données de cette enquête ont été recueillies sur la base d'un échantillon de 147 entreprises installées dans 6 provinces sur 9. Essentiellement des PME et PMI. " Le Ecireged-RSE 2022 est une

enquête pour l'observation des savoirs et pratiques RSE dans les entreprises du Gabon afin d'appréhender leur comportement dans cette matière ", a indiqué le directeur du Cireged, Pr Jean-Jacques Ekomie.

En termes de recommandations, le rapport propose la sensibilisation au développement durable, la formation à la gouvernance partenariale des entreprises ou encore la création dans chaque entreprise d'un service dédié à la RSE.